

*L'Adresse—M. King*

l'histoire qui nous le dira et pour l'avenir immédiat du Canada, hélas, on pourra difficilement le constater par les réalisations du gouvernement si on en juge par le contenu du débat d'aujourd'hui.

En ma qualité de Canadien de l'Ouest, je déplore le ton et la portée de bien des déclarations entendues dans le présent débat. Qui donc a le plus profité de l'ancienne politique du gouvernement? Les électeurs de l'Ouest? A l'occasion des deux derniers scrutins, l'électorat de l'Ouest a montré comment il entrevoyait la Confédération sous les auspices du gouvernement libéral.

Ensuite, le sinistre message qu'on décèle dans le discours du trône, c'est que le gouvernement est déterminé à rapatrier des pouvoirs à Ottawa, à s'opposer aux initiatives et aux droits des régions, à imposer sa loi aux particuliers et aux régions, en prétendant agir dans l'intérêt de tout le Canada, mais avec l'intention de modifier à tout jamais le visage et la nature de notre pays.

Ce n'est pas parce que les citoyens canadiens auront exprimé leurs préoccupations et leurs aspirations qu'on effectuera ces changements. Ceux qu'on veut apporter à notre structure, à nos normes, à l'ordre social ne sont pas inspirés par un sentiment ou une conviction profonde mais sont plutôt dictés par ceux d'en face qui veulent nous imposer sournoisement une nouvelle orientation d'ordre philosophique, idéologique et économique.

Il existe bien des questions vitales que le discours du trône évite d'aborder. Les mêmes vieux thèmes dominent encore le message. Nous les avons tous entendus bien des fois: notre pays est fort, l'inflation est jugulée; sécurité, justice, égalité des chances, brillant avenir, gouvernement autonome, partage, renforcement de nos institutions nationales, défis économiques... Madame le président, pour répondre aux préoccupations des Canadiens, le gouvernement parle beaucoup mais agit peu.

Le discours du trône nous prévient que «partout au pays, des forces sont à l'œuvre qui tendent à nous diviser au lieu de nous unir». Il nous dit également:

A toutes ces forces de désintégration, mon gouvernement apporte une réponse claire.

Monsieur l'Orateur, cette réponse pour moi c'est: «Donnez-nous plus de pouvoir, faites-nous confiance». Le gouvernement qui nous a apporté de si bonnes choses comme des taux d'intérêt de 20 p. 100, le système métrique, des dépenses effrénées, une inflation néfaste, un système de défense affaibli, la division culturelle et linguistique, ce gouvernement là nous dit «faites-nous confiance». Il faut le faire!

On nous dit également que «Les Canadiens sont des gens raisonnables. Ils comprennent que l'économie mondiale traverse actuellement des temps difficiles». Monsieur l'Orateur, les Canadiens savent également que les difficultés économiques de l'heure découlent directement de l'indiscipline dont a fait preuve un gouvernement fatigué, un gouvernement présentement dirigé par un premier ministre ressuscité (M. Trudeau).

Les résultats des deux dernières élections ne font que trop voir à quel point les Canadiens de l'Ouest «compréhendent» ce que les points de doctrine libéraux réservent à notre partie du pays.

Le discours du trône dit également que «les Canadiens sont prêts à accepter des sacrifices pour surmonter les problèmes

économiques des années 80, mais qu'ils ne toléreront pas l'injustice». J'espère bien, monsieur l'Orateur, que le gouvernement va prendre bonne note de ce que je vais dire, qu'il ne l'oubliera pas et qu'il en tiendra compte. Froissé et parfois révolté, l'Ouest du Canada n'admettra pas, je dis bien n'admettra pas l'injuste confiscation de ses droits et de ses ressources naturelles.

Au paragraphe suivant, le discours affirme: «Les Canadiens reconnaissent que le pays doit vivre selon ses moyens.» Il est bien certain que les Canadiens le reconnaissent, car nos difficultés viennent de ce que le gouvernement en place a constamment violé ce principe fondamental et qu'il s'apprête encore une fois à faire preuve au plan budgétaire d'une détermination purement verbale que ses actes contrediront. Le discours du trône est plein de promesses d'extension du rôle de l'État, de mainmise sur l'économie, d'interventionisme sur les marchés et d'un virage à gauche.

Le discours du trône nous dit ensuite:

Mon gouvernement reconnaît en particulier la nécessité de protéger les Canadiens que frappent le plus durement les taux d'intérêt inacceptables.

Monsieur l'Orateur, je relève que le ministre des Finances (M. MacEachen) n'englobe dans cette catégorie que 10,000 titulaires d'hypothèques environ. Il semble croire que les 500,000 autres sont favorisés par la hausse des intérêts hypothécaires.

«La politique énergétique est au Canada des années 80 ce que la politique ferroviaire était au Canada d'il y a un siècle.» L'équipement ferroviaire a eu comme principal moteur l'initiative privée, assistée par l'État. Ce discours du trône traduit une orientation voulue mais non pas surprenante qu'a pu donner à la politique énergétique un gouvernement dont les accomplissements désastreux sont déjà très éloquents. Cette politique énergétique laisse présager une plus grande intervention de la part du gouvernement. Un autre organisme public, l'Agence de surveillance des prix du pétrole, sera mis sur pied par les Libéraux pour contrôler l'organisme déjà en place pour contrôler l'industrie. Petro-Can, société créée par le gouvernement pour contrôler l'industrie, sera elle-même contrôlée par un autre organisme.

● (1700)

Cette prolifération et ce dédoublement d'efforts de la part d'organismes publics continueront-ils longtemps? Aussi longtemps que le gouvernement libéral cherche à assurer sa survie, de plus grandes bureaucraties, des fardeaux plus onéreux pour les contribuables, une intention bien arrêtée d'ignorer des réalités qui exigeraient une certaine discipline qui n'a pas de place dans les philosophies de libéralisme moderne à la Trudeau.

La politique énergétique ne porte donc que sur une plus grande activité gouvernementale, de nouveaux organismes, de nouvelles mesures et de nouvelles directions. Mais, chose étonnante, elle ne concorde pas du tout avec le défi du préambule engageant les Canadiens à profiter de l'occasion. On n'entrevoit pas du tout pour le Canada une auto-suffisance en matière énergétique. Le gouvernement actuel s'intéresse plutôt à la négociation de contrats avec l'étranger, ce qui augmentera notre dépendance et nous empêchera d'atteindre une autonomie en matière énergétique. Le gouvernement compare la situation à celle de la construction du chemin de fer en 1880. C'est irresponsable.